



Assemblée générale

Distr. générale
5 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 85 de l'ordre du jour

**Rapport de l'Agence internationale de l'énergie
atomique**

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Note du Secrétaire général

Du fait de circonstances exceptionnelles, le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique n'a pas été en mesure de donner lecture à l'Assemblée générale de sa déclaration annuelle sur le rapport de l'Agence, qui avait été annoncée dans la note du Secrétaire général (A/67/152). Le Secrétaire général transmet par la présente la déclaration du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dans laquelle est présenté le rapport de l'Agence à la soixante-septième session de l'Assemblée générale.



Déclaration du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale réunie à sa soixante-septième session.

Dans ma dernière déclaration à l'Assemblée générale, j'ai longuement évoqué l'accident survenu à la centrale nucléaire japonaise de Fukushima Daiichi en mars 2011. Les répercussions du séisme et du tsunami catastrophiques avaient dominé les travaux de l'Agence pendant la plus grande partie de l'année.

Nous sommes maintenant, depuis un certain temps déjà, dans la phase postaccidentelle. La priorité consiste à mettre en œuvre le Plan d'action sur la sûreté nucléaire adopté par nos États membres l'an dernier.

Des progrès ont été accomplis dans de nombreux domaines.

Des mesures ont été prises pour mieux se protéger contre des catastrophes telles que les séismes et tsunamis. Les pays renforcent leurs capacités de réaction et d'intervention en cas de situation d'urgence. Les normes de sûreté de l'Agence sont en cours d'examen. Nous développons nos services d'examen par des experts. Tous les exploitants de centrales nucléaires se sont fixé comme priorité de mettre en place un système d'approvisionnement électrique de secours fiable en cas de coupure d'électricité prolongée.

Il y a déjà de bonnes raisons de penser que l'énergie nucléaire est plus sûre aujourd'hui qu'elle ne l'était avant l'accident de Fukushima Daiichi. Mais nous devons continuer, pendant de nombreuses années encore, à tirer les enseignements qui s'imposent de cet accident. Il est essentiel que le Plan d'action soit mis en œuvre dans son intégralité.

Le mois prochain, l'Agence et le Gouvernement japonais organiseront une Conférence ministérielle sur la sûreté nucléaire dans la circonscription de Fukushima. Nous présenterons lors de cette conférence les conclusions de réunions d'experts sur des questions telles que la sûreté des réacteurs et du combustible irradié, les mesures à prendre en cas de tsunami ou de séisme et la transparence et la communication.

Nous établirons également un rapport détaillé sur l'accident de Fukushima Daiichi, qui sera achevé en 2014.

L'accident aura pour effet durable d'avoir considérablement accru l'importance accordée à la sûreté. La sûreté nucléaire continue à relever de la responsabilité de chaque pays. Les gouvernements ont cependant reconnu que la coopération internationale était d'une importance vitale et que l'AIEA avait un rôle indispensable à jouer à cet égard.

Le secteur de l'énergie nucléaire continue de se développer à l'échelle mondiale, malgré l'accident de Fukushima Daiichi. Cette croissance sera probablement inférieure à nos prévisions d'avant l'accident. Mais d'après nos dernières projections, le nombre de centrales nucléaires devrait régulièrement augmenter dans le monde au cours des 20 prochaines années.

La plupart des nouveaux réacteurs de centrale nucléaire dont la construction est en cours ou est prévue se trouvent en Asie. Des pays ayant déjà acquis une expérience en la matière, tels que la Chine, l'Inde, la République de Corée et la

Fédération de Russie, prévoient de considérablement augmenter leur production d'énergie nucléaire.

L'Agence travaille en étroite coopération avec les pays dits primo-accédants – ceux qui construisent ou prévoient de construire leur première centrale nucléaire. Les Émirats arabes unis ont ainsi récemment été le premier pays depuis 27 ans à entamer la construction de leur première centrale nucléaire. Des États aussi divers que le Viet Nam, le Bangladesh, la Pologne et le Bélarus comptent lui emboîter le pas.

L'énergie nucléaire présente de nombreux avantages. Elle peut permettre d'améliorer la sécurité énergétique, de réduire les effets négatifs des fluctuations du cours des combustibles fossiles, d'atténuer les effets des changements climatiques et d'accroître la compétitivité économique. Elle a également d'importantes applications dans d'autres domaines que l'électricité, par exemple le dessalement de l'eau de mer, le chauffage de quartier et la production de chaleur destinée à des processus industriels.

La prise en charge et l'élimination dans de bonnes conditions de sécurité des déchets radioactifs et du combustible irradié demeurent des questions essentielles. Depuis plus d'un demi-siècle, l'industrie nucléaire assure sans encombre le stockage intermédiaire des déchets. Mais aucune installation de stockage à long terme du combustible nucléaire irradié n'a encore été mise en service. Cela s'explique souvent par la résistance de la population.

Des progrès satisfaisants ont cependant été réalisés dans un certain nombre de pays, y compris la Finlande, la Suède et la France. Les premiers sites de dépôt de combustible irradié dans des formations géologiques profondes devraient entrer en activité après 2020.

Une Conférence ministérielle internationale sur l'énergie nucléaire au XXI^e siècle aura lieu l'an prochain en juin à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie). Ce sera l'occasion d'examiner la contribution à long terme de l'énergie nucléaire au développement durable.

Le programme de coopération technique de l'AIEA contribue activement aux efforts déployés en vue de remédier aux problèmes fondamentaux de portée mondiale définis dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement et de Rio +20, parmi lesquels figurent la pauvreté et la faim, les pénuries énergétiques, le cancer et les changements climatiques.

L'AIEA occupe une place sans équivalent au sein du système des Nations Unies. Nous sommes la seule organisation qui dispose de connaissances spécialisées des technologies nucléaires et nous aidons nos États membres à accéder à ces technologies à des fins pacifiques.

Nous coopérons étroitement avec les pays bénéficiaires, ainsi qu'avec des partenaires tels que l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Dans le cadre de plusieurs centaines de projets, nous contribuons à l'accroissement de la production alimentaire dans des dizaines de pays, qui sont ainsi souvent mieux à même d'augmenter leurs exportations. Un forum scientifique

de deux jours a été consacré en septembre aux techniques nucléaires relatives à l'alimentation.

Le cancer dans les pays en développement continue de figurer en bonne place à l'ordre du jour de l'Agence. Je compte renforcer notre Programme d'action en faveur de la cancérothérapie et établir au cours des prochaines années dans nos laboratoires situés près de Vienne un centre de formation à la cancérothérapie. Ce centre dispensera une formation spécialisée aux professionnels de la santé des États membres.

Nos laboratoires d'applications nucléaires situés à proximité de Vienne mènent des travaux novateurs dans les domaines de la santé humaine et animale, de la sécurité et de la sûreté alimentaires, de l'agriculture et de la surveillance de l'environnement. J'ai pour objectif de les moderniser en profondeur dans les quelques années à venir, afin qu'ils puissent offrir des services encore plus performants à nos États membres.

Lors de la Conférence Rio +20 tenue en juin dernier, nous avons annoncé l'établissement d'un Centre de coordination internationale sur l'acidification des océans au sein des Laboratoires de l'environnement de l'Agence situés à Monaco. Nous répondons ainsi aux préoccupations que suscitent parmi les États membres les changements climatiques, y compris le risque d'acidification des océans due à l'absorption croissante de dioxyde de carbone.

Au cours des dernières années, les dirigeants des pays de la planète ont accordé une attention considérable au risque de terrorisme nucléaire. Ils ont reconnu le rôle central que joue l'Agence dans le renforcement de la sécurité nucléaire.

Comme je l'ai déclaré lors de la Réunion de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme nucléaire convoquée par le Secrétaire général en septembre, le renforcement de nos activités dans ce domaine demeure l'une des principales priorités de l'Agence.

Notre action vise principalement à contribuer à réduire au minimum le risque que des matières nucléaires ou autres substances radioactives tombent entre les mains de terroristes, ou que des installations nucléaires fassent l'objet d'actes de malveillance.

L'Agence a établi des directives internationalement reconnues, qui servent de références en matière de sécurité nucléaire. Nous aidons les pays à les appliquer au moyen de missions d'examens par des experts, ainsi que de programmes de formation spécialisée et de mise en valeur des ressources humaines.

L'Agence aide des pays à se doter de lois et d'un cadre juridique visant à protéger les matières nucléaires et autres substances radioactives. Les conseils que nous leur fournissons les aident à s'acquitter des obligations qui leur incombent à cet égard sur le plan international.

Au cours des 10 dernières années, l'Agence a dispensé une formation à la sécurité nucléaire à de plus de 12 000 personnes représentant au moins 120 pays. Nous apportons notre assistance lors de manifestations de premier plan, comme le championnat européen de football de l'UEFA. D'importantes quantités d'uranium hautement enrichi sont maintenant entreposées dans de meilleures conditions de sûreté. Notre base de données sur le trafic illégal permet de consigner les vols ou

autres activités illicites relatives aux matières nucléaires ou autres substances radioactives.

Malgré l'attention accrue accordée à la sécurité nucléaire à l'échelle mondiale, une question importante reste à régler : la ratification de l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Cet amendement a été accepté en 2005 mais n'est pas encore entré en vigueur. Il aurait pour effet d'élargir la portée de la Convention à la protection des matières nucléaires lors de leur utilisation, leur entreposage et leur transport à l'échelle nationale et à la protection des installations nucléaires contre les actes de sabotage. L'entrée en vigueur de l'amendement contribuerait pour beaucoup à renforcer la sécurité nucléaire sur le plan mondial.

En juillet 2013, l'Agence organisera une conférence internationale sur la sécurité nucléaire au niveau ministériel à Vienne. La conférence visera à poursuivre les progrès accomplis collectivement au cours des 10 dernières années en vue d'empêcher que les matières nucléaires et autres substances radioactives tombent entre de mauvaises mains.

Cette conférence est ouverte à tous les États. Je prie vivement tous les pays d'y participer au niveau ministériel.

En ce qui concerne la vérification nucléaire, j'ai le plaisir d'annoncer que le nombre d'États faisant appliquer des protocoles additionnels aux accords de garanties continue d'augmenter et est aujourd'hui de 119. Il y a tout lieu de s'en réjouir car les protocoles additionnels constituent un instrument essentiel qui permet à l'Agence d'assurer de manière crédible qu'il n'existe pas de matières ou d'activités nucléaires non déclarées dans un pays donné.

On ne compte plus aujourd'hui que 13 pays ne disposant pas d'accords de garanties en vigueur. Je demande à tous ces pays de faire appliquer de tels accords dans les plus brefs délais.

Je continue de rendre compte au Conseil des Gouverneurs de l'Agence de l'application des garanties dans trois pays en particulier : la République islamique d'Iran, la République populaire démocratique de Corée et la République arabe syrienne.

Aucun de ces trois pays ne s'acquitte pleinement des obligations qui lui incombent. Faire face à ce genre de situation constitue l'un des principaux défis que l'Agence doit relever dans les années à venir.

Dans le cas de la République islamique d'Iran, l'Agence continue de vérifier que les matières nucléaires déclarées par ce pays dans le cadre de son accord de garanties ne sont pas détournées de leur utilisation pacifique.

La République islamique d'Iran ne fait cependant pas preuve de la coopération nécessaire pour nous permettre d'assurer de manière crédible qu'il n'existe aucune matière ou activité nucléaire non déclarée. Nous ne sommes donc pas en mesure de conclure que toutes les matières nucléaires se trouvant dans ce pays servent à des activités pacifiques.

En novembre dernier, j'ai signalé que l'Agence disposait d'éléments d'information crédibles indiquant que la République islamique d'Iran avait mené

des activités ayant trait à la mise au point d'un dispositif nucléaire explosif. J'ai demandé à la République islamique d'Iran d'apporter des clarifications à ce sujet.

Le dialogue entre l'Agence et la République islamique d'Iran s'est intensifié cette année. Aucun résultat concret n'a cependant été atteint à ce jour.

En septembre, le Conseil des Gouverneurs a adopté une résolution dans laquelle il priait instamment la République islamique d'Iran de conclure et de mettre en œuvre immédiatement un accord avec l'Agence sur une approche structurée visant à régler les questions en suspens relatives à d'éventuelles dimensions militaires de son programme nucléaire.

L'Agence est fermement résolue à intensifier le dialogue avec la République islamique d'Iran. Nous poursuivrons les négociations sur une approche structurée. J'espère que nous parviendrons à un accord dans les plus brefs délais.

Le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée continue de me préoccuper vivement. Les déclarations de ce pays sur ses activités d'enrichissement de l'uranium et la construction d'un réacteur à eau légère sont extrêmement inquiétantes.

L'Agence n'a pu effectuer aucune mesure de vérification en République populaire démocratique de Corée depuis avril 2009. Je prie vivement ce pays de s'acquitter pleinement des obligations qui lui incombent en vertu des résolutions du Conseil de sécurité et du Traité de non-prolifération et de coopérer sans retard ni réserve avec l'Agence.

Dans le cas de la République arabe syrienne, vous vous souvenez certainement que j'ai déclaré en mai 2011 qu'il était très probable qu'un bâtiment détruit sur le site de Dair Alzour ait été un réacteur nucléaire qui aurait dû être déclaré à l'Agence. Je demande de nouveau à la République arabe syrienne de tenir de nouvelles consultations avec l'Agence pour régler toutes les questions en suspens relatives à Dair Alzour et d'autres sites.

En novembre 2011, nous avons pu organiser un forum de l'AIEA sur l'expérience susceptible de présenter un intérêt pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Le fait qu'il ait fallu attendre 11 ans après la décision prise par la Conférence générale de l'AIEA pour tenir une telle réunion témoigne de la complexité de la question.

Le Forum a donné aux États membres l'occasion de participer à un échange de vues constructif. Des divergences fondamentales subsistent cependant sur cette question essentielle entre les pays de la région et il n'a pas été possible de continuer à progresser. Je poursuivrai mes consultations à ce sujet.

Ainsi que cela avait été demandé lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, nous avons présenté des renseignements de base dans la perspective de la Conférence de 2012 sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toute autre arme de destruction massive au Moyen-Orient.

En dernier lieu, j'ai le plaisir d'annoncer que les états financiers de l'Agence pour 2011 ont pour la première fois été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Le Vérificateur externe des

comptes a attesté ces états financiers sans réserve. L'adoption sans encombre des normes IPSAS marque une étape importante de notre processus de réforme.

Alors que nous établissons le programme et le budget pour 2014-2015, la coopération technique et la sûreté et la sécurité nucléaires demeurent les priorités absolues de l'Agence. Au-delà du prochain cycle budgétaire, je compte sur nos 155 États membres pour faire en sorte que nous disposions des moyens suffisants pour nous acquitter des nombreuses fonctions importantes qui nous ont été confiées.
